

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 Marseille

Marseille, le 7 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Dépôt du Port de la Pointe
13130 Berre-L'étang

Références : D-2025-0702
SPR/2026-170
Code AIOT : 0006400988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 11/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006400988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Au niveau du Port de la Pointe, LBSF reçoit, stocke et expédie des gaz inflammables liquéfiés et des liquides inflammables. Le site comprend notamment les installations suivantes :

- un parc de stockage de gaz (propylène, butadiène, coupes C4, butane, propane),
- un parc de stockage de liquides inflammables / combustibles,
- trois appontements pour navires.

La réception et l'expédition de produits se fait aussi via des pipelines.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- SGS
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Scénarios majorants du PDI pour le Parc LI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Ressources en eau et pompes	Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Protocole d'entraide	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Alimentation de secours	Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Procédure de maintenance, vérification et essais des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois
10	Maintenance, vérification et essais des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	2 mois
11	Essais hydrauliques sur le réseau incendie	Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			prescription	
12	État et accès aux moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présentation du réseau incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
2	Maillage du réseau	Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 55	Sans objet
4	Scénarios majorants pour les sphères GPL	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 11	Sans objet
6	Compléments aux moyens incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 22 octobre 2025 faisait suite à celle du 19 novembre 2024 au cours de laquelle il était apparu que le réseau incendie du dépôt du Port de la Pointe était détérioré dans la partie desservant les sphères de stockage de gaz inflammables liquéfiés.

La visite d'inspection a porté sur l'adéquation entre les besoins et les moyens en matière de lutte contre un incendie, sur l'état général du réseau et sur les contrôles qui sont menés pour vérifier son fonctionnement.

Un diagnostic a notamment été réalisé en début d'année 2025 sur l'état du réseau, il confirme et quantifie la perte de performance déjà constatée. Pour remédier à la situation, l'exploitant s'est engagé dans un plan d'actions phasé, qui commencera par la mise en place de moyens de pompage fixes complémentaires aux moyens existants.

Au vu de la dégradation du réseau incendie, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant afin d'encadrer la remise en état de ce réseau et garantir ainsi son caractère opérationnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présentation du réseau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie – Plans et documents
Prescription contrôlée :
Documents de l'installation.
L'exploitant tient à jour les documents suivants :

-les plans, en particulier, pour les installations concernées :

- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;
- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;
- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; [...]
- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;

-tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ; ces éléments peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données. Ils sont conservés sur le site durant 5 années au minimum.

Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a présenté un plan du réseau incendie du Port de la Pointe, daté d'août 2022.

Le plan représente notamment :

- les tuyauteries du réseau (majoritairement enterrées),
- les prises d'eau principales au niveau de l'apponement A, et les prises d'eau directes pour mettre en place un pompage mobile, dans l'Étang de Berre,
- les vannes de sectionnement (avec leur identifiant),
- les couronnes de refroidissement des bacs et des sphères, les poteaux incendie, les clarinettes, les connexions des lances monitors, les rideaux d'eau, etc.

Concernant les moyens en émulseurs, l'exploitant a indiqué que la stratégie de défense contre l'incendie prévoyait qu'ils soient apportés par moyens mobiles depuis la plateforme pétrochimique de Berre. Aucun stockage fixe d'émulseur n'est donc répertorié sur le plan.

Par ailleurs, le plan du réseau mentionne deux pompes P1603A/B, mais l'exploitant a indiqué qu'une seule des deux était encore exploitée. L'exploitant veillera à mettre à jour le plan du réseau d'eau incendie sur ce point à la prochaine révision du plan.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maillage du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie – Maillage
Prescription contrôlée : Le réseau d'eau d'incendie sera maillé, sans aucun bras mort de longueur supérieure à 50 m, sauf pour les appontements, et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection et la solution moussante. <u>Article 43-3-8 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (Parc liquides inflammables) :</u> Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.
Constats : D'après le plan présenté par l'exploitant (cf. point de contrôle n°1), le réseau incendie est effectivement maillé. L'exploitant a confirmé que ce réseau incendie était maintenu en fonctionnement aussi au niveau de zones désaffectées, afin de garantir l'existence d'un maillage. Il est sectionnable à proximité de la pomperie, au moyen d'un jeu de vannes, avant l'alimentation de l'ensemble du réseau. Des vannes de sectionnement sont aussi réparties sur le réseau, maintenues en position ouverte en situation normale (hors maintenance). Concernant les bras morts, d'après le plan, les quelques tronçons non maillés sont tous équipés de points de purge à leur extrémité, sauf en ce qui concerne les appontements conformément à l'arrêté préfectoral du 2 mars 2000.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Scénarios majorants du PDI pour le Parc LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables – Scénarios de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 :</u> Stratégie de lutte contre l'incendie. L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre : - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être

fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;

- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;

- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020.

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Article 43-3-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 :

Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant avait transmis le plan de défense incendie (PDI) du site. Il convient de rappeler que la visite d'inspection du 22 octobre ne visait pas à contrôler le contenu du PDI, mais à vérifier l'adéquation du réseau incendie du Port de la Pointe par rapport à la stratégie de lutte contre l'incendie élaborée par l'exploitant dans son PDI.

Le PDI présenté est un document commun à l'ensemble du pôle pétrochimique de Berre. Aussi, les quatre scénarios de référence retenus, considérés comme majorants, correspondent à des départs de feu sur des installations qui ne se trouvent pas sur le Port de la Pointe.

L'inspection s'est plus particulièrement intéressée aux besoins identifiés en matière de débit. Dans le PDI, le besoin majorant en matière de débit d'eau incendie est calculé à 35 135 L/min (soit environ 2 110 m³/h). Or, d'après l'exploitant, les installations présentes sur le dépôt du Port de la Pointe nécessitent des besoins moins importants. Il a présenté les fiches tactiques de différents scénarios d'incendie au Port de la Pointe, élaborées selon lui conformément aux hypothèses prévues dans l'article 43 et l'annexe 5 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Les besoins majorants en débit correspondent à des scénarios de feu de cuvette de rétention.

En matière de besoins en eau calculés, le scénario majorant nécessiterait un débit minimal d'environ 16 100 L/min (soit environ 970 m³/h).

Pour répondre aux besoins calculés, dans les fiches tactiques, l'exploitant présente les moyens (camions, canons, couronnes d'arrosage, boîtes à mousse...) qu'il prévoit de mettre en œuvre, nécessaires à l'extinction des différents scénarios étudiés. Les moyens engagés doivent donc être en capacité de délivrer des débits au moins égaux à ceux calculés. Donc, en matière de besoin en eau afin de couvrir la consommation des moyens incendie qui seront engagés, environ 20 600 L/min (soit environ 1 240 m³/h) seraient nécessaires.

Aussi, l'exploitant a été en mesure de confirmer que les besoins en débit du réseau incendie au Port de la Pointe sont inférieurs à ceux mentionnés dans le plan de défense incendie de la plateforme.

De plus, le PDI présenté datant de 2023, l'exploitant a confirmé qu'il allait le mettre à jour en

2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : À l'occasion de la mise à jour du plan de défense incendie prévue pour 2026, l'exploitant explicite les besoins en eau (dont le débit), en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, spécifiques aux installations du Port de la Pointe. Sous un délai d'un mois, l'exploitant détaille/vérifie le calcul des besoins en débit pour les scénarios de feu de cuvette des réservoirs T720 et T722.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Scénarios majorants pour les sphères GPL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, GPL – Scénarios de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les réservoirs sont protégés des agressions thermiques. Lorsque les réservoirs sont aériens et ne disposent pas d'une protection leur permettant de résister à toutes les agressions thermiques décrites dans l'étude de dangers, ils sont protégés par un système d'application d'eau de refroidissement. Celui-ci assure un débit minimal uniforme de ruissellement d'eau de 10 litres par mètre carré d'enveloppe et par minute, sur leur paroi. Tout élément et tout équipement nécessaire au maintien de l'intégrité des réservoirs bénéficie du même niveau de protection. [...] La réserve d'eau de refroidissement du site est dimensionnée sur le scénario le plus pénalisant décrit dans l'étude de dangers avec une autonomie d'au moins deux heures. Le débit de refroidissement précité doit pouvoir être appliqué pendant au moins quatre heures. L'exploitant s'assure que tout dispositif ne permettant pas de fournir, pendant quatre heures, le débit correspondant peut être secouru en temps utile pour permettre l'application du débit imposé pendant cette durée de quatre heures. Les moyens nécessaires à ce secours peuvent être des moyens externes tenus à la disposition de l'établissement et dont l'exploitant s'assure régulièrement de l'efficacité. [...]
Constats : Comme précisé pour le plan de défense incendie des liquides inflammables, l'inspection du 22 octobre 2025 ne visait pas à contrôler les calculs, mais à vérifier l'adéquation du réseau incendie du Port de la Pointe par rapport à la stratégie de lutte contre l'incendie élaborée par l'exploitant. Au niveau du Parc de stockage des gaz inflammables liquéfiés, l'exploitant a établi des fiches tactiques similaires à celles établies pour l'Entrepôt de liquides inflammables. Pour simplifier, il a basé le calcul des besoins en eau sur les sphères les plus grandes, et appliqué les mêmes besoins à toutes les sphères de stockage. En matière de débit, le besoin est estimé à environ 10 174 L/min (soit environ 610 m ³ /h).

N° 5 : Ressources en eau et pompes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 55

Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie – Ressources

Prescription contrôlée :

<p>Le réseau maillé desservant le dépôt en eau incendie est alimenté par pompage dans l'Étang de Berre, avec une capacité de référence de 1 600 m³/h sous 10 bars. La pomperie est constituée de 2 pompes de 800 m³/h nominaux, chacune fonctionnant avec un mode énergétique différent.</p>
--

Constats :

<u>Origine de la ressource en eau prélevée :</u>
--

<p>Le réseau incendie du Port de la Pointe est uniquement alimenté par l'eau prélevée dans l'Étang de Berre. Les volumes d'eau disponibles pour les besoins de lutte contre un incendie sont donc présumés suffisants.</p>
--

<p>L'inspection rappelle toutefois que les prélèvements d'eau doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle via l'outil GEREP (pour l'Étang de Berre : prélèvement "Mer ou océan"), même s'ils ne font l'objet d'aucune restriction.</p>

<p>Afin de garantir l'approvisionnement en eau et éviter toute obstruction, l'exploitant entretient régulièrement les crépines situées à l'aspiration des pompes. La procédure CPO 690 "Réseau incendie : plan de maintenance, équipements, test d'arrosage et de pression" précise ainsi que « le nettoyage des grilles de fûts est prévu une fois par an » pour les deux pompes principales P20.50 A et B. Lors de la visite des installations, l'exploitant a également déclaré que la crépine d'une autre pompe (P16.03), utilisée afin de maintenir le réseau incendie sous pression, faisait l'objet d'un nettoyage tous les 3 mois : cet entretien n'est pas référencé dans la procédure CPO 690.</p>
--

<u>Mode énergétique de fonctionnement des pompes :</u>
--

<p>Les deux pompes principales (P20.50A et P20.50B) fonctionnent selon des alimentations énergétiques différentes. Ce sont deux pompes fonctionnant à l'électricité, mais l'une est alimentée par un groupe électrogène au diesel, alors que l'autre est alimentée par le réseau électrique du site.</p>
--

<u>Capacité des pompes :</u>

<p>Les deux pompes principales ont été conçues pour délivrer chacune plus de 800 m³/h sous 10 bars. Ces caractéristiques sont aussi rappelées dans la procédure CPO 690.</p>

<p>En février 2025, des essais ont été menés sur le réseau incendie du Port de la Pointe (cf. point de contrôle n°11). Lors de ces essais, les performances des pompes ont été étudiées. Les résultats des essais démontrent que les pompes n'atteignent plus leurs performances initiales. Avec les deux pompes en fonctionnement simultané, le débit atteignait environ 1 300 m³/h avec une pression inférieure à 6 bars en sortie des pompes.</p>

<p>L'exploitant a indiqué qu'il avait prévu de rajouter une pompe pour alimenter le réseau incendie, afin d'atteindre le débit de 1 600 m³/h prévu dans son arrêté du 2 mars 2000.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

<p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet la procédure qui encadre l'entretien de la pompe P16.03 (en particulier, le nettoyage trimestriel de la crépine).</p> <p>Par ailleurs, avec la dégradation des performances des pompes, le débit délivré ne peut plus atteindre les 1 600 m³/h sous 10 bars prévus dans l'arrêté du site. Aussi, il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter ce point de l'article 55 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2000, sous un délai de deux mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Compléments aux moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables – Moyens complémentaires de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>43-7 Moyens complémentaires à la stratégie incendie [applicable à compter du 01/01/2026]</p> <p>En complément des moyens de lutte contre l'incendie évalués en application des dispositions des articles 43-2, 43-3 et 43-4 du présent arrêté, l'exploitant dispose de ressources et réserve en eau et émulseurs supplémentaires équivalent à 20 % de ces moyens.</p> <p>Ces ressources complémentaires peuvent provenir en tout ou partie de moyens mobilisables en temps utile par l'application de protocoles d'aide mutuelle ou des conventions.</p> <p>Les protocoles d'aide mutuelle ou convention sont établies dans les conditions du I. de l'article 43-3-1.</p> <p>Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article 43-1, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette disposition sera applicable à compter du 1er janvier 2026. Ce point a donc été abordé afin de rappeler à l'exploitant ces nouvelles exigences qui entreront prochainement en vigueur.</p> <p>Il a confirmé avoir connaissance de ces évolutions réglementaires et il a indiqué être déjà en conformité.</p>

N° 7 : Protocole d'entraide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables – Moyens de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

43-2-1. Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 43-1 du présent arrêté, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres et qui peuvent être complétés par des protocoles d'aide mutuelle, des conventions de droit privé ou des moyens des services d'incendie et de secours. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour.

Les protocoles d'aide mutuelle ou convention précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables, etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2022.

Constats :

Le pôle pétrochimique de Berre dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie. Il s'inscrit aussi dans un protocole d'entraide avec d'autres industriels du pourtour de l'Étang de Berre et de la zone industrialo-portuaire de Fos. En annexe du POI et du PDI du pôle pétrochimique, un tableau liste les moyens mis à disposition par chacun des industriels, avec les délais de départ sur lesquels ils s'engagent.

En revanche, il n'existe pas de convention ou de protocole d'aide mutuelle formalisés, précisant les moyens et délais d'intervention auxquels s'engage le service intervention du pôle pétrochimique pour appuyer les moyens propres du Port de la Pointe. Le POI et le PDI décrivent les moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, mais ces documents ne précisent pas les « délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition ». Les moyens propres au Port de la Pointe sont aujourd'hui insuffisants pour garantir l'extinction d'un éventuel incendie selon les scénarios majorants du PDI. Ce sont notamment les moyens mobiles apportés depuis la caserne du pôle pétrochimique, dans des délais courts, qui permettent de justifier la stratégie de lutte contre l'incendie du Port de la Pointe. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a toutefois confirmé que des exercices étaient régulièrement menés afin de s'assurer du respect d'un délai de 15 minutes (cohérent avec le PDI) pour l'arrivée des pompiers au Port de la Pointe depuis le pôle pétrochimique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet les compte-rendus des deux derniers exercices au cours desquels le délai d'arrivée des pompiers au Port de la Pointe a été vérifié.

Sous un délai de deux mois, l'exploitant formalise (convention ou de protocole d'aide mutuelle) les délais et conditions dans lesquels les équipements et les moyens humains du pôle pétrochimique sont mis à disposition et en capacité d'intervenir sur un éventuel sinistre au Port de la Pointe.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Alimentation de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie – Secours
Prescription contrôlée : <p>Ce réseau sera équipé de raccords normalisés permettant son alimentation par des moyens mobiles tels que moto-pompes, ces raccords dont l'implantation sera déterminée en accord avec les services départementaux de secours et d'incendie, seront si possibles éloignés de la pomperie incendie fixe.</p> <p><u>Article 43-3-8 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (Parc liquides inflammables) :</u> Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.</p>
Constats : <p>Le site du Port de la Pointe est équipé d'une zone prévue pour mettre en place des pompes mobiles. Le cas échéant, ces moyens mobiles sont apportés depuis la caserne du pôle pétrochimique. L'exploitant a présenté une photographie représentant la mise en place de ces moyens lors d'un exercice.</p> <p>Le site est également équipé de raccords de réalimentation du réseau (au niveau d'une colonne sèche), distants de plus de 200 mètres par rapport aux deux pompes principales.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant précise la capacité (en débit / pression) des pompes mobiles qui peuvent être mises en œuvre afin de compléter l'alimentation du réseau incendie en cas de défaillance de l'une des pompes principales.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Procédure de maintenance, vérification et essais des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie – Procédures
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>

Article 43-6 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (Parc liquides inflammables) :

43-6. Consignes incendie.

Des consignes, procédures ou documents précisent :

-les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ; [...]

Constats :

L'exploitant a présenté deux procédures :

- l'une commune à l'ensemble du pôle pétrochimique "Maintenance, inspection et tests des équipements de défense incendie et de sécurité",
- l'autre correspondant à la déclinaison de la première pour le Port de la Pointe : "Réseau incendie : plan de maintenance, équipements, test d'arrosage et de pression" dite "CPO 690".

La première procédure liste, dans un tableau en annexe, les différents équipements de défense incendie concernés avec la fréquence, les actions de contrôle à réaliser et le service responsable des actions de contrôle associées à chaque équipement.

La procédure CPO 690 décrit le fonctionnement du réseau incendie du Port de la Pointe, liste les opérations de maintenance et les contrôles à mener sur les différents équipements (en cohérence avec la première procédure présentée pour le pôle pétrochimique), et définit les modalités de réalisation des tests périodiques de débit / pression sur le réseau et certains équipements.

Par exemple, pour les couronnes de refroidissement des réservoirs de liquides inflammables, il est indiqué "une fois tous les 3 ans" dans un tableau annexé à la procédure CPO 690 relatif au plan de maintenance. Toutefois, le texte de la procédure indique aussi "1 X an à l'eau douce" dans le chapitre dédié aux couronnes de refroidissement. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré que des essais de rinçage du réseau incendie à l'eau douce avaient été réalisés mais que les résultats n'étaient pas satisfaisants, la solution de rinçage à l'eau douce aurait donc été abandonnée. Il a indiqué que la périodicité des tests, une fois tous les 3 ans, avait été retenue pour prendre en compte l'état du réseau incendie et les inconvénients entraînés par les essais eux-mêmes (bouchages et corrosion du réseau principalement), et ainsi limiter les sollicitations du réseau.

L'inspection note aussi qu'en annexe de la procédure CPO 690, un tableau précise pour chaque bac les besoins minimum en débit pour les couronnes d'arrosage. Dans cette liste figure le bac de styrène : or lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'en raison des spécificités de ce bac, il n'était pas équipé de couronnes d'arrosage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant met en cohérence le contenu de la procédure CPO 690 vis-à-vis de l'utilisation de l'eau douce dans le réseau incendie. Il justifie dans le même délai la périodicité des contrôles réalisés sur les équipements incendie au regard des recommandations formulées par les fabricants des équipements concernés. Il précise également si une couronne d'arrosage est présente sur le bac de styrène, sinon, la procédure est mise à jour sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 10 : Maintenance, vérification et essais des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie – Contrôle des équipements

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Pour son matériel incendie, l'exploitant assure une maintenance préventive et réalise des tests de bon fonctionnement. Les modalités de ces contrôles sont décrites dans une procédure (cf. point de contrôle n°9).

La bonne réalisation des contrôles a été vérifiée par sondage.

L'inspection a demandé à consulter les compte-rendus des derniers contrôles réalisés sur le groupe électrogène alimentant l'une des pompes du réseau incendie. Ce point est traité plus en détail dans un autre rapport d'inspection, relatif aux "pertes d'utilités" (inspection également menée le 22 octobre 2025).

L'inspection a également demandé à consulter le compte-rendu du dernier test de bon fonctionnement de la couronne d'arrosage du bac T722. Le rapport est daté du 10 mai sans précision de l'année : l'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il s'agissait de l'essai de 2023, lors du dernier essai réalisé pour vérifier les débits au niveau des équipements incendie (cf. point de contrôle n°11). Aucune anomalie n'est relevée, l'efficacité de l'arrosage des couronnes est qualifiée de « très bonne ». Des débits sont reportés manuellement en haut à gauche de la fiche : l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait des débits mesurés au niveau des couronnes, mais au vu des valeurs, il s'agit plus probablement des débits mesurés au niveau des pompes.

En ce qui concerne la vérification de l'état des tuyauteries, au-delà des essais périodiques des équipements, l'exploitant ne dispose pas de procédure spécifique lui permettant de contrôler l'état du réseau. Il injecte régulièrement du chlore afin de limiter la prolifération de coquillages dans les tuyauteries (opération décrite dans la procédure CPO 690). Les réparations nécessaires

(pose de manchons...), sont détectées visuellement en cas de fuite. L'exploitant a indiqué que toute réparation sur le réseau incendie nécessitait au moins un mois d'intervention, le réseau incendie étant enterré et soumis aux fluctuations de la nappe. Lors de la visite, l'exploitant ne disposait pas d'un recensement des incidents passés sur ces tuyauteries (l'information est toutefois accessible via l'outil de suivi de maintenance), ni des travaux de réparation / rénovation réalisés. Il a en revanche présenté le plan d'actions qu'il a programmé afin de remédier aux défaillances actuelles du réseau.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'en cas de défaillance d'un équipement, le service intervention est immédiatement avisé, puis des mesures compensatoires sont mises en place. En interne au service intervention, la liste des équipements et tronçons de réseau indisponibles sont rappelés quotidiennement. Ces modalités sont notamment encadrées par la procédure commune à l'ensemble du pôle pétrochimique : "Maintenance, inspection et tests des équipements de défense incendie et de sécurité".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors des contrôles des équipements, l'exploitant veille à la précision des informations reportées dans les rapports (pour éviter toute ambiguïté de date ou de constat).

Afin de justifier de la bonne connaissance de l'état de son réseau incendie et de contribuer ainsi à la maîtrise des risques liés au vieillissement de ce réseau, l'exploitant transmet, sous un délai de 2 mois :

- un recensement des fuites survenues sur les tuyauteries de son réseau incendie depuis au moins 5 ans et une analyse des anomalies ainsi recensées (cartographie de ces fuites, causes identifiées, positionnement par rapport à des points singuliers...),
- un état des lieux des réparations et modifications, temporaires et définitives, réalisées sur ces réseaux depuis 5 ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Essais hydrauliques sur le réseau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 55

Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie – Essais hydrauliques

Prescription contrôlée :

Sur le réseau incendie, il sera réalisé :

- une mesure de débit dans les zones les plus éloignées de la source d'alimentation,
- un essai hydraulique à 1,2 fois la pression normale de service.

La mesure du débit sera renouvelée annuellement ou suite à toute modification apportée au réseau incendie. L'état des canalisations du réseau incendie sera périodiquement contrôlé.

L'essai sous pression hydraulique sera réalisé sous six mois puis périodiquement en accord avec l'inspection des installations classées sans toutefois que cette périodicité dépasse 10 ans entre 2 essais consécutifs. Ces essais seront accompagnés d'une mesure de débit de fuite.

L'ensemble des résultats sera transmis à la direction départementale des services d'incendie et de

secours et à l'inspection des installations classées.

Constats :

La procédure CPO 690 contient un chapitre spécifique "Test du réseau incendie", découpé en deux parties : "Test de pression décennal" et "Test de débit et pression". Ces chapitres sont conformes au contenu de l'article 55 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2000, et décrivent les modalités de réalisation de ces essais.

Tests annuels de débit et pression

L'exploitant a indiqué qu'en raison des risques de dégradation du réseau incendie, ces tests n'étaient désormais menés qu'une fois tous les trois ans.

L'inspection a demandé à consulter les résultats des derniers tests menés sur le débit de la couronne du bac T722. L'exploitant a indiqué que les mesures de débit étaient réalisées afin de vérifier la bonne adéquation avec les scénarios définis dans le cadre du PDI, donc en vérifiant que le réseau était en mesure de délivrer le débit nécessaire aux couronnes, aux moyens mobiles et aux autres moyens éventuels (protection...). Le débit mesuré dans ces conditions englobe donc le débit d'alimentation des couronnes, mais aussi le débit d'alimentation des autres moyens incendie.

L'exploitant a présenté les résultats des tests de débit menés en 2023 pour les scénarios du bac T722 : pour un débit requis de 934 m³/h, l'exploitant a mesuré :

- 300 m³/h avec l'alimentation des deux pompes incendie A et B,
- 189 m³/h avec l'alimentation de la seule pompe A,
- 272 m³/h avec l'alimentation de la seule pompe B.

Les débits mesurés, quelle que soit la configuration des moyens de pompage, restent trois fois inférieurs aux besoins estimés, ce qui n'est donc pas suffisant.

Essai hydraulique décennal

L'exploitant a indiqué que les essais de février 2025 faisaient office d'essai hydraulique.

Pourtant, lors de ces essais, la pression dans le réseau n'a pas été amenée jusqu'à 1,2 fois la pression de service.

Février 2025 : Diagnostic du réseau incendie par des essais hydrauliques

L'exploitant a indiqué que suite au constat de l'état dégradé du réseau incendie du Port de la Pointe, et en vue aussi de se conformer aux standards internes du groupe Lyondell, une société spécialisée a été mandatée. Elle a eu pour mission d'établir un diagnostic en réalisant plusieurs essais (sur les performances des pompes, sur l'encrassement des lignes et sur les débits) afin de représenter le réseau à l'aide d'un modèle hydraulique et d'identifier plus facilement les actions à mettre en œuvre en priorité.

L'exploitant a présenté les principaux résultats issus des essais réalisés en février 2025 par cette société.

Concernant la performance des pompes, le rapport conclut à une dégradation des performances (cf. point de contrôle n°5).

Concernant l'encrassement des lignes, le modèle hydraulique établi a permis de cartographier la rugosité de différents tronçons du réseau : certains tronçons apparaissent avec un taux d'obstruction assez élevé (74 %), malgré les opérations de chasse réalisées dans le réseau préalablement aux essais.

Concernant les essais en débit, deux essais hydrauliques ont été menés, avec une mesure des débits en plusieurs points. Ces mesures avaient pour objectif de caler le modèle hydraulique.

Au vu des résultats du diagnostic, l'exploitant a engagé un plan d'actions, qu'il a présenté à

<p>l'inspection.</p> <p>En premier lieu, l'exploitant a indiqué prévoir d'installer une pompe supplémentaire. Un nouveau tronçon de réseau incendie serait aussi créé, afin de mieux desservir des zones éloignées de l'actuelle pomperie et pour lesquelles l'encrassement du réseau actuel réduit fortement les débits disponibles. Une fois ces deux premières opérations réalisées, permettant de sécuriser le débit délivré dans le réseau, d'autres travaux pourraient être envisagés : remplacement de tronçons, interventions sur les pompes historiques, réparation du cuvelage béton fissuré (cf. point de contrôle n°12)...</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet le rapport du dernier essai hydraulique mené à 1,2 fois la pression normale de service.</p> <p>Concernant les tests annuels de débit et de pression, l'exploitant ne respecte pas la périodicité prévue dans l'arrêté préfectoral du 2 mars 2000 et dans ses propres procédures. L'absence de réalisation de ces tests ne permet pas à l'exploitant de garantir le bon fonctionnement de son réseau, ni de maîtriser la sécurité de l'exploitation. Il est donc proposé à M. le préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 55 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2000, en se conformant à une fréquence annuelle de mesure de débit sur le réseau incendie, dans les zones les plus éloignées de la source d'alimentation, et ce malgré l'état dégradé du réseau incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : État et accès aux moyens incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie – Accessibilité des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection s'est rendue au niveau de la pomperie principale, du groupe électrogène alimentant l'une des pompes, de la zone de pompage direct et de plusieurs vannes (manuelles) de sectionnement du réseau incendie.</p> <p>Les équipements visités étaient correctement repérés (étiquetage présent, lisible et cohérent avec les plans) et facilement accessibles (absence de travaux ou d'obstacles susceptibles de retarder une intervention en cas de sinistre).</p> <p>Concernant l'état et le caractère opérationnel des équipements, au vu des constats formulés dans les points de contrôle précédents, l'inspection a renoncé à demander la mise en eau de couronnes d'arrosage pour éviter d'aggraver l'état du réseau incendie. En effet, à l'aval immédiat</p>

des pompes principales, les tuyauteries du réseau incendie sont supportées par un cuvelage en béton : en raison de la mise en pression du réseau en février 2025 pour les essais, ce béton était nettement fissuré (fissure d'environ 2 cm de large, sur toute la largeur du cuvelage). Par ailleurs, une vanne de sectionnement était bloquée ouverte : même si cette situation ne remet pas en cause le maillage du réseau, il s'agit d'un dysfonctionnement, et cette vanne ne peut être considérée comme en bon état.

Afin de réparer le support en béton des tuyauteries, l'exploitant a indiqué qu'il avait besoin de disposer de la nouvelle pompe incendie qu'il a prévu d'installer avant fin 2025 (cf. point de contrôle n°5).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu de l'état dégradé du réseau incendie, il est proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de remettre son réseau incendie dans un état opérationnel et conforme. Pour cela, en lien avec les conclusions du diagnostic évoqué au point de contrôle n°11 et avec le bilan des fuites / réparations demandé au point de contrôle n°10, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant :

- sous un délai d'un mois, de remettre un plan d'actions consolidé, ainsi qu'un échéancier de réalisation qui ne pourra excéder un délai de 5 ans, priorisé en fonction de critères pertinents et formalisés,
- de réaliser les travaux mentionnés à l'alinéa précédent, dans un délai qui n'excède pas 5 ans.

Il est rappelé que l'objectif final est de garantir la disponibilité et l'intégrité en toutes circonstances du réseau incendie du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois